Le Conference Board prédit que le rendement dans le secteur manufacturier diminuera d'environ 4 p. 10.

Cela, même si le magicien de Windsor a été nommé ministre de l'Industrie et du Commerce. Il n'est pas actuellement à la Chambre pour nous dire comment il remédiera aux problèmes actuels.

Certains députés pourraient me trouver injuste. Ils pourraient prétendre sûrement que le malin député de Windsor-Ouest, le ministre de l'Industrie et du Commerce, n'a rien dit de tel, que je suis injuste, absolument injuste, qu'on ne trouve aucune intervention où il se serait exprimé ainsi. Tiens, j'en trouve une maintenant du premier ministre et je la citerai tout d'abord. Le premier ministre était chef de l'opposition le 6 novembre dernier et il faisait alors bien piètre figure. On le voyait s'affaler dans son fauteuil comme une rose fanée. Il ne venait plus à la Chambre l'automne dernier avec à chaque jour une nouvelle fleur à sa boutonnière. Jamais de la vie, il ne pouvait pas puiser à la caisse de l'État. Il n'y avait pas de fleurs fraîches. Elles avaient disparu. Mais elles ont commencé à reflurir, car un poste secret dans les prévisions budgétaires est réservé pour les fleurs du premier ministre. Non, à son retour l'automne dernier, il s'affalait dans son fauteuil et penchait la tête. Je ne crois pas qu'il ait posé dix questions durant tout l'automne. Il était accablé et abattu. Toutefois, le 6 novembre dernier, il présentait une motion de défiance. Il reprochait quatre choses au gouvernement. Je n'en signalerai qu'une seule, car je ne veux pas accaparer trop de temps.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Je veux vous laisser un peu de temps la semaine prochaine.

Mlle Jewett: Présentez donc votre amendement.

M. Crosbie: J'y arrive. Je me reporte à la page 998 du harsard du 6 novembre dernier.

Que le gouvernement n'a pas la confiance de la Chambre, parce qu'il provoquera de graves difficultés économiques...

Il invoqua quatre raisons et la quatrième était:

... du fait qu'il accepte des taux d'intérêt plus élevés que jamais.

Le 6 novembre dernier, l'actuel premier ministre a proposé une motion de censure contre notre gouvernement parce que, disait-il, nous acceptions des taux d'intérêt sans précédent. A ce moment-là, le taux d'escompte de la banque centrale était de 14 p. 100. Aujourd'hui, cela ne nous semble pas trop mal. Le 25 octobre 1979, le taux d'escompte était de 14 p. 100, et le taux privilégié, de 15 p. 100. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'honorable représentant qui avait proposé cette motion de censure, le taux d'escompte, soit celui de la Banque du Canada, est passé à 16.2 p. 100, et le taux privilégié des banques à 17.5 p. 100. Dieu merci, ils ont baissé légèrement depuis. Le taux de la Banque du Canada est actuellement de 15.67 p. 100 et le taux privilégié de 17 p. 100 environ. Mais ils sont quand même beaucoup plus élevés qu'au moment où le premier ministre a présenté sa motion de censure le 6 novembre. Que s'est-il donc produit? Va-t-il lui-même démissionner? Et sinon, pourquoi pas?

Il ne faisait pas confiance à notre gouvernement le 6 novembre dernier, non pas à cause de notre incapacité d'agir, mais parce que nous tolérions des taux d'intérêt record. Le premier

Le budget supplémentaire (A)

ministre a toléré une situation bien pire depuis qu'il est au pouvoir, et pourtant, il s'était vanté au cours de la campagne électorale de pouvoir contenir les taux d'intérêt. Il devait les faire baisser, il devait aider les plus grandes victimes. Il devait aider les débiteurs hypothécaires. Il devait faire tout cela, mais il n'a fait strictement rien pour eux depuis son élection. Il s'est résigné aux forts taux d'intérêt pour lesquels blâmait notre gouvernement l'automne dernier.

M. Evans: Montent-ils ou descendent-ils?

M. Blenkarn: Dites n'importe quoi, faites n'importe quoi.

Une voix: Dites n'importe quoi, ne faites rien.

M. Crosbie: Mon œil est tombé sur ce texte, pendant que j'en cherchais un autre du ministre de l'Industrie et du Commerce. Je ne voudrais pas qu'on me trouve injuste. Je veux simplement faire une citation ou deux pour montrer que l'automne dernier, il se prenait pour le Surhomme, Super Herb. Il avait réponse à tout, et il ne s'expliquait pas comment nous pouvions ne pas accomplir les miracles qu'il allait opérer.

Le 6 novembre, l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce a dit:

Il est évident, monsieur l'Orateur, que la majoration des taux d'intérêt approuvée par les conservateurs a déjà considérablement nui à l'économie.

Voilà ce qu'il a dit. Maintenant qu'il est au pouvoir, il semble que cette vieille politique des taux d'intérêt élevés n'a plus aucune incidence sur l'économie mais, l'automne dernier, le 6 novembre, comme en fait foi la page 1031, il disait sombrement que «cela avait déjà considérablement nui à l'économie». Il a poursuivi en ces termes:

Monsieur l'Orateur, certains députés de ce côté-ci de la Chambre croyaient peut-être que c'était nécessaire de permettre aux taux d'intérêt d'augmenter il y a un an quand ils ne dépassaient l'inflation que de un ou deux points de pourcentage, mais la situation était tout à fait différente quand les conservateurs ont permis aux taux d'intérêt de dépasser 14 p. 100, c'est-à-dire cinq points de plus que le taux d'inflation. Cette décision veut dire que l'économie du Canada s'aventure en territoire dangereux et inconnu.

Voilà donc une passe dangereuse... un territoire dangereux et inconnu. C'est pourquoi il a conclu en ces termes:

... je suis convaincu que les libéraux ont tout à fait raison de réviser leur politique sur les taux d'intérêts.

Tels étaient les propos tenus par l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce le 6 novembre dernier. Les libéraux ont maintenant révisé leur politique et adopté un nouveau point de vue, et nos taux d'intérêts sont plus élevés de un point et demi qu'ils ne l'étaient le 6 novembre dernier. Où est passée cette révision? En quoi consiste donc cette nouvelle approche?

● (1620)

Quand on leur a demandé au début de la session d'approuver une motion visant à établir le comité des finances de façon à pouvoir entendre ce que M. Bouey avait à dire, ils ont refusé. Les audiences de ce comité sur les taux d'intérêt n'ont commencé qu'au début de l'automne dernier. J'ai été heureux de le voir siéger parce que, franchement, si on avait pu me persuader qu'il y avait une meilleure politique, j'aurais été disposé à l'adopter plutôt que de laisser les taux d'intérêt monter comme ils l'ont fait. Si le comité des finances avait pu trouver quelque chose de meilleur et que j'aie pu prendre le risque d'accepter, j'aurais